

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

N. 95 — 2968 (95 — 1445) **MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP**

**25 JANUARI 1995. — Besluit van de Vlaamse regering
tot coördinatie van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie. — Errata**

[36438]

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 104, van 30 mei 1995 moeten volgende verbeteringen worden aangebracht in het besluit van de Vlaamse regering van 25 januari 1995 tot coördinatie van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie :

— in artikel 57, 3°, bladzijde 15069, worden de woorden « de particuliere omroep, die richt zich tot de gehele Vlaamse Gemeenschap » vervangen door de woorden « de particuliere omroep, die zich richt tot de gehele Vlaamse Gemeenschap »;

— in artikel 89, tweede lid, bladzijde 15074, worden de woorden « informatieprogramma's of programmaonderdelen » vervangen door de woorden « informatieprogramma's of -programmaonderdelen »;

— in artikel 121, bladzijde 15078, worden de woorden « Inbreuk op artikel 95 en van de uitvoeringsbesluiten » vervangen door de woorden « Inbreuk op artikel 95 en de uitvoeringsbesluiten ».

TRADUCTION

F. 95 — 2968 (95 — 1445) **MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE**

**25 JANVIER 1995. — Arrêté du Gouvernement flamand
portant coordination des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision. — Errata**

Au texte néerlandais de l'arrêté du Gouvernement flamand du 25 janvier 1995 portant coordination des décrets relatifs à la radiodiffusion et à la télévision, publié au *Moniteur belge* n° 104, du 30 mai 1995, les corrections ci-après doivent être apportées :

— à l'article 57, 3°, à la page 15069, les mots « de particuliere omroep, die richt zich tot de gehele Vlaamse Gemeenschap » doivent être remplacés par les mots « de particuliere omroep, die zich richt tot de gehele Vlaamse Gemeenschap »;

— à l'article 86, deuxième alinéa, à la page 15074, les mots « informatieprogramma's of programmaonderdelen » doivent être remplacés par les mots « informatieprogramma's of -programmaonderdelen »;

— à l'article 121, à la page 15078, les mots « Inbreuk op artikel 95 en van de uitvoeringsbesluiten » doivent être remplacés par les mots « Inbreuk op artikel 95 en de uitvoeringsbesluiten ».

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 — 2969

[C — 29599]

25 OCTOBRE 1995. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant les modalités de l'agrément de l'organisation représentative ou des organisations représentatives des étudiants reconnues au niveau communautaire pour l'année académique 1995-1996 en exécution de l'article 105 du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu l'article 105 du décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973 notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent décret doit entrer en vigueur le 30 octobre 1995 et que son objet est, au terme de la procédure qu'il impose, de permettre la reconnaissance par le Gouvernement de la Communauté française de la ou des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire;

Considérant que cette reconnaissance doit intervenir le plus rapidement possible afin de permettre à l'organisation ou aux organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire d'agrémenter les organisations représentatives des étudiants au sein des établissements d'enseignement supérieur;

Considérant que cette agrémentation des organisations représentatives des étudiants au sein des établissements d'enseignement supérieur par les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire reconnues par le Gouvernement est nécessaire à la concertation prévue au sein des établissements d'enseignement supérieur au sujet de la proposition de projet pédagogique, social et culturel et au sujet de la proposition de regroupement, conformément aux articles 7, § 1er, et 51, § 3, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'Enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

Considérant que la concertation précitée doit débiter au plus tard le 31 décembre 1995;
 Sur la proposition du Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique;
 Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 23 octobre 1995,

Arrête :

Article 1er. Dans le présent arrêté, il faut entendre par :

1° "Décret" : le décret du Conseil de la Communauté française du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles;

2° "organisation représentative des étudiants au niveau communautaire" : toute organisation qui réunit les conditions énoncées à l'article 78, § 1er, du décret;

3° "étudiant régulièrement inscrit" : l'étudiant régulièrement inscrit visé à l'article 1er de l'arrêté royal du 6 novembre 1987;

4° "établissement d'enseignement supérieur" : un établissement tel que visé aux articles 1er et 2 du décret du 5 août 1995.

Art. 2. Pour l'année académique 1995-1996, l'organisation représentative ou les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire est reconnue ou sont reconnues si elle(s) réunit(ssent) les conditions suivantes :

1° avoir agréé des organisations représentatives des étudiants au sein d'au moins quinze établissements d'enseignement supérieur visés à l'article 2 du décret, représentant au moins 15 % des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1995 dans l'ensemble des établissements visés par le décret de telle manière que les deux types d'enseignement supérieur y soient représentés;

2° être constituée sous la forme d'une A.S.B.L.;

3° assurer la publicité des informations destinées aux membres ainsi que les règles d'adhésion à l'organisation et d'accès aux activités, programmes et services offerts par celle-ci;

4° avoir son siège dans la région de langue française ou dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale;

5° avoir des statuts qui respectent l'ensemble des dispositions du décret;

6° avoir communiqué au Gouvernement au plus tard pour le 24 novembre 1995 les statuts, les règlements et la composition de ses (leurs) instances;

7° fournir au Gouvernement au plus tard pour le 24 novembre 1995, par pli recommandé, la liste des établissements agréés avec leur dénomination exacte, leur matricule et leur adresse, le résultat des élections dans les établissements d'enseignement supérieur où elles sont organisées et les chiffres de population des étudiants régulièrement inscrits au 1er février 1995

Art. 3. Pour l'année académique 1995-1996, des organisations représentatives des étudiants au sein des établissements d'enseignement supérieur peuvent être agréées par l'organisation représentative ou les organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire. Les projets d'agrégation sont communiqués au Gouvernement au plus tard pour le 7 novembre 1995.

Le Gouvernement communique sans délai aux organisations représentatives au niveau communautaire la liste des établissements où des élections devront être organisées.

Art. 4. § 1er. Une seule organisation représentative au sein de l'établissement peut être agréée par établissement d'enseignement supérieur en 1995-1996.

§ 2. Si plusieurs organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire envisagent d'agréer une organisation représentative des étudiants au sein d'un même établissement, des élections y sont organisées.

L'organisation représentative des étudiants au niveau communautaire qui obtient le plus de voix au sein d'un établissement d'enseignement supérieur agréé l'organisation représentative des étudiants au sein de cet établissement.

§ 3. Si des élections sont organisées, la participation doit atteindre au moins un quart des étudiants régulièrement inscrits au 30e jour de l'année académique 1995-1996. Si ce quorum n'est pas atteint, un second tour est organisé. Le taux de participation n'est plus pris en compte.

Au moins cinq jours avant le jour des élections, le directeur de l'établissement d'enseignement supérieur où les élections sont organisées communique aux organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire le nombre d'étudiants régulièrement inscrits pour l'année académique 1995-1996.

Art. 5. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses compétences arrête avant le 1er décembre 1995 la liste des organisations représentatives des étudiants au niveau communautaire reconnues pour l'année académique 1995-1996.

Art. 6. Le présent arrêté entre en vigueur le 30 octobre 1995.

Art. 7. Le Ministre qui a l'Enseignement supérieur dans ses compétences est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 25 octobre 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique,

J.-P. GRAFE

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 95 - 2969

[C - 29599]

25 OKTOBER 1995. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de representatieve studenteverbonden, erkend op communautair vlak voor het academiejaar 1995-1996 ter uitvoering van artikel 105 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op artikel 105 van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inz. op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten dd. 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzaak;

Overwegende dat dit decreet op 30 oktober 1995 in werking moet treden en dat het doel ervan, na afloop van de procedure die het oplegt, de erkenning is door de Regering van de Franse Gemeenschap van het (de) representatieve studentenverbond(en) op communautair vlak mogelijk te maken;

Overwegende dat deze erkenning zo snel mogelijk moet gebeuren om het de representatieve studentenverbonden op communautair vlak mogelijk te maken de representatieve studentenverbonden op communautair vlak te erkennen;

Overwegende dat deze erkenning van de representatieve studentenverbonden in de schoot van de inrichtingen voor hoger onderwijs door de Regering op communautair vlak erkende representatieve studentenverbonden nodig is voor het overleg voorzien in de schoot van de inrichtingen voor hoger onderwijs betreffende het voorstel van opvoedkundig, sociaal en cultureel project en betreffende het voorstel van hergroepering overeenkomstig de artikelen 7, § 1 en 51, § 3 van het decreet d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen;

Overwegende dat bovenvermeld overleg uiterlijk op 31 december 1995 moet beginnen;

Op de voordracht van de Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap d.d. 23 oktober 1995;

Besluit :

Artikel 1. In dit besluit dient verstaan te worden onder :

1° "Decreet" : het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap d.d. 5 augustus 1995 houdende de algemene organisatie van het hoger onderwijs in Hogescholen.

2° "representatieve studentenverbond op communautair vlak" : elk verbond dat de in artikel 78, § 1 van het decreet vermelde voorwaarden vervult;

3° "regelmatig ingeschreven student" : de in artikel 1 van het koninklijk besluit d.d. 6 november 1987 bedoelde regelmatig ingeschreven student;

4° inrichting voor hoger onderwijs : "een inrichting zoals bedoeld in de artikelen 1 en 2 van het decreet dd. 5 augustus 1995.

Art. 2. Voor het academiejaar 1995-1996 wordt (worden) het (de) representatieve studentenverbond(en) op communautair vlak erkend indien het (ze) aan volgende voorwaarden voldoet(voldoen) :

Het (ze) moet(en) :

1° representatieve studentenverbonden erkend hebben in de schoot van minstens vijftien inrichtingen voor hoger onderwijs zoals bedoeld in artikel 2 van het decreet, die minstens 15 % vertegenwoordigen van de op 1 februari 1995 regelmatig ingeschreven studenten in het geheel van de door het decreet bedoelde inrichtingen zodat beide types van hoger onderwijs er worden vertegenwoordigd;

2° in de vorm van een V.Z.W. worden samengesteld,

3° zorgen voor het bekendmaken van de voor de leden bestemde inlichtingen alsmede voor de regels voor aansluiting bij het verbond en voor toegang tot de door dit laatste geboden werkzaamheden, programma's en diensten;

4° de zetel ervan hebben in het Franstalige landsgedeelte of in het tweetalige Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

5° statuten hebben die het geheel van de decreetsbepalingen in acht nemen;

6° de Regering uiterlijk voor 24 november 1995 de statuten, de reglementen en de samenstelling van zijn (hun) prestaties hebben medegedeeld;

7° de Regering uiterlijk voor 24 november 1995 per aangetekende brief de lijst bezorgen van de erkende inrichtingen samen met de juiste benaming, het stamnummer en het adres ervan, het resultaat van de verkiezingen in de inrichtingen voor hoger onderwijs waar ze worden georganiseerd, en de bevolkingscijfers van de op 1 februari 1995 regelmatig ingeschreven studenten.

Art. 3. Voor het academiejaar 1995-1996 kunnen representatieve studentenverbonden in de schoot van de inrichtingen voor hoger onderwijs door het (de) representatieve studentenverbond(en) op communautair vlak worden erkend. De erkenningsprojecten worden de Regering uiterlijk voor 7 november 1995 medegedeeld.

De Regering deelt onverwijld de representatieve verbonden op communautair vlak de lijst mede van de inrichtingen waar verkiezingen moeten worden ingericht.

Art. 4. § 1. In 1995-1996 mag een enkele representatieve vereniging in de schoot van de inrichting mag per inrichting voor hoger onderwijs in 1995-1996 worden erkend.

§ 2. Indien verschillende representatieve studentenverbonden op communautair vlak overwegen een representatief studentenverbond te erkennen in de schoot van eenzelfde inrichting, dan worden er verkiezingen gehouden.

Het representatieve studentenverbond op communautair vlak dat het meest stemmen verkrijgt in een inrichting voor hoger onderwijs erkent het representatieve studentenverbond in deze inrichting.

§ 3. Indien verkiezingen worden ingericht, moet de deelneming minstens een vierde van de op de 30e dag van het academiejaar 1995-1996 regelmatig ingeschreven studenten bereiken.

Indien dit kworum niet wordt bereikt, moet een tweede verkiezingsbeurt worden ingericht.

Ten minste vijf dagen vóór de verkiezingsdag deelt de directeur van de inrichting voor hoger onderwijs waar de verkiezingen worden ingericht, de representatieve studentenverbonden op communautair vlak het aantal regelmatig voor het academiejaar 1995-1996 ingeschreven studenten mede.

Art. 5. De Minister tot wiens bevoegdheid het hoger onderwijs behoort maakt vóór 1 december 1995 de lijst op van de voor het academiejaar 1995-1996 erkende representatieve studentenverbonden op communautair vlak.

Art. 6. Dit besluit treedt op 30 oktober 1995 in werking.

Art. 7. De Minister, bevoegd voor het Hoger Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 25 oktober 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-P. GRAFE